

2015

ANNÉE EUROPÉENNE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Défendre la solidarité
internationale, la
paix et les valeurs
démocratiques



Gauche Unitaire Européenne • Gauche Verte Nordique
GRUPE PARLAMENTAIRE EUROPÉEN



GUE/NGL
www.guengl.eu

Défendre la solidarité internationale, la paix et les valeurs démocratiques

Cette année est déterminante pour l'avenir du développement international, car 2015 est l'échéance fixée pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). L'Union aura en outre la possibilité de participer à l'élaboration des futurs cadres de développement et de financement, et d'apporter ainsi une contribution décisive à la lutte contre la pauvreté et les inégalités.

Les politiques de l'Union peuvent avoir des effets dévastateurs sur les habitants des pays en voie de développement. Des exportations subventionnées à bas prix que les producteurs locaux sont incapables de concurrencer les entreprises européennes qui exploitent de précieuses ressources naturelles: ce que l'on donne d'une main, on le reprend souvent de l'autre. Les domaines d'action qui influent sur le développement sont notamment le commerce, la sécurité, la migration, l'énergie, l'environnement et le changement climatique, l'agriculture et la pêche. Tous devraient répondre à l'impératif de cohérence des politiques au service du développement énoncé à l'article 208 du traité de Lisbonne.

La construction d'une Union fondée sur la paix et la solidarité va de pair avec une volonté politique en faveur du développement et de la coopération entre les peuples.



Les priorités du groupe GUE/NGL pour le développement

Le groupe GUE/NGL s'engage à mener une réelle politique de développement fondée sur le développement social et économique autonome ainsi que sur la lutte contre la pauvreté. La crise mondiale actuelle exige une véritable politique en faveur du développement.

Une politique de développement efficace doit:

reconnaître les droits humains

fondamentaux tels que l'accès à l'eau, à la terre, à l'énergie, à la santé et à l'éducation. Ces droits ne peuvent être tributaires des règles du marché;

reconnaître le droit à l'alimentation et à la

souveraineté alimentaire, ainsi que le droit des pays à se protéger des importations, à soutenir leur production et leurs commerces locaux ou de subsistance, et à rejeter les dérivés tels que les produits agrochimiques, les OGM et les biocarburants;

défendre et promouvoir un cadre de financement équitable du développement;

respecter les principes internationalement reconnus sur l'efficacité et la quantité de l'aide; fixer une échéance concrète contraignante pour atteindre l'objectif de 0,7 %;

défendre et promouvoir le droit du travail, la sécurité au travail et l'égalité entre les femmes et les hommes;





annuler la dette extérieure des pays en développement;

promouvoir la transparence et la responsabilisation du secteur privé en matière de développement;

promouvoir la création d'un organe international démocratique chargé des affaires fiscales pour favoriser la justice fiscale et lutter contre les flux financiers illégaux, l'évasion et la fraude fiscale;

reconnaître le droit d'accès aux médicaments par l'action en faveur d'un modèle aidant les pays à produire ou à importer des médicaments sans avoir à payer de droits aux entreprises pharmaceutiques;

promouvoir l'appropriation des politiques du développement par les pays concernés;

protéger et renforcer les services publics, indispensables à la résolution des problèmes de santé et de pauvreté;

rejeter les politiques d'ajustement structurel, la réduction des dépenses sociales (santé, éducation), le démantèlement des services publics et la diminution des subventions aux petites et moyennes exploitations agricoles;

dénoncer la nature répressive des politiques d'immigration de l'Union européenne. L'Union doit assumer sa part de responsabilité dans la situation que connaissent les pays

d'origine de l'immigration et mettre en place une véritable coopération avec ces États;

rejeter l'affectation de fonds de développement à une aide militaire;

fixer des objectifs ambitieux de lutte contre le changement climatique et définir des mesures pour aider les pays en développement à faire face réchauffement climatique mondial grâce, entre autres moyens, à un transfert de technologies; défendre le principe selon lequel un nouveau financement de la lutte contre le changement climatique vient compléter le financement du développement.

Promouvoir la solidarité et la paix dans le monde

Le groupe GUE/NGL s'oppose à la militarisation, au déploiement de forces d'intervention de l'Union et à toute autre action susceptible de créer des conflits et des tensions dans les relations internationales. Des réponses politiques à l'échelle internationale constituent actuellement le meilleur moyen de mettre fin aux conflits et de les empêcher de façon pacifique.

Le groupe GUE/NGL soutient la solidarité internationale, la paix, les valeurs démocratiques ainsi que la souveraineté et la liberté des peuples.



Promouvoir l'efficacité des flux financiers pour le développement vers les pays concernés

Ces dernières années, les institutions pour le développement ont considérablement augmenté les prêts et les investissements au bénéfice du secteur privé. Ce report de plus en plus marqué vers le secteur privé dans le financement du développement s'appuie sur l'hypothèse incontestée selon laquelle l'accroissement des flux financiers privés vers les pays en développement constitue un moyen efficace de favoriser le développement, indépendamment des conditions dans lesquelles il se fait. Nous estimons qu'il convient de définir les conditions nécessaires pour que les investissements privés aient des retombées positives pour les plus démunis. Le groupe GUE/NGL œuvre à l'élaboration de propositions pour améliorer l'efficacité de l'aide au développement par une diversification accrue des flux financiers Nord-Sud, et pour garantir que ces derniers respectent les principes de financement responsable.



Promouvoir une justice fiscale internationale et la mobilisation des ressources intérieures

Il est contradictoire de soutenir le renforcement de l'aide au développement et d'ignorer dans le même temps les agissements des multinationales, entre autres, qui érodent les recettes fiscales des pays en développement. Les flux financiers transfrontaliers illégaux depuis les pays en développement atteignent un montant annuel de 1 300 milliards de dollars, dont plus de la moitié est dû à la manipulation des prix dans les transactions commerciales. L'évasion fiscale pratiquée par les multinationales prive les pays pauvres de ressources considérables, quelque 160 milliards de dollars par an. La lutte contre les fuites de capitaux illicites et les paradis fiscaux est déterminante pour l'éradication des comportements financiers contraires à l'éthique, et elle constitue un moyen de stimuler la mobilisation des ressources intérieures en tant que source prévisible de financements pour le développement. Nous œuvrons en faveur du renforcement de la coopération fiscale et de la transparence financière pour prévenir l'évasion et la fraude fiscales transfrontalières des entreprises multinationales (et des particuliers).





Œuvrer pour la soutenabilité de la dette

Dans la mesure où les besoins en financements des pays en développement progressent et où l'aide recule, la question de la dette reste problématique pour ceux-ci. Elle est le symptôme d'un système financier mondial biaisé et la cause de déséquilibres et de pauvreté. Ce sont pourtant les créanciers qui définissent les règles et les modalités applicables en matière de dette. Les besoins humains ne sont pas pris en compte, les analyses s'appuyant sur des considérations purement financières, et le remboursement de la dette continue de détourner l'argent de la lutte contre la pauvreté et du développement équitable. Nous appelons à la définition de principes contraignants de prêt et d'emprunt responsables; à la réalisation d'audits de la dette et à la mise en place de dispositifs équitables de réaménagement de la dette permettant d'évaluer la légitimité et la soutenabilité de la charge de la dette supportée par un pays; à la prise en compte des besoins humains dans l'analyse de la soutenabilité de la dette; à l'annulation des dettes insoutenables et injustes.

Protéger les pays en développement contre les répercussions du TTIP

Le groupe GUE/NGL est opposé au TTIP et à tous les autres accords néolibéraux de libre-échange, car ils ont des conséquences économiques, sociales et environnementales négatives pour les pays en développement. Il demande une analyse rigoureuse des incidences que le TTIP pourrait avoir sur les pays en développement et les futurs objectifs en matière de développement durable. La formulation du mandat de négociation pour le TTIP est si générale qu'il est impossible de se faire une idée de son contenu et de ses répercussions sur les pays en développement. Cet accord va exacerber les déséquilibres centre-périphérie de l'économie mondiale et plonger les pays en développement dans un modèle primaire de pays exportateurs, les condamnant au sous-développement.

L'Union compte parmi ses principes fondamentaux celui de cohérence des politiques au service du développement.

Cela signifie que l'action extérieure de l'Union ne doit pas être contraire aux objectifs de la politique de développement et, en dernière analyse, à l'obligation d'éradication de la pauvreté. Le TTIP, comme de nombreux autres accords conclus par l'Union, sapent ces objectifs. Nous bâtissons d'une main ce que nous détruisons de l'autre. L'heure est à la cohérence!



Faire face aux répercussions du changement climatique

Tant le changement climatique que l'appauvrissement de la biodiversité et la pollution ont des répercussions profondes sur l'agriculture, les paysans, la vie des peuples indigènes, les terres et les océans à travers le monde. Cette détérioration toujours plus prononcée de l'environnement accroît considérablement le niveau de pauvreté et d'inégalité. La solution ne réside pas dans les mécanismes du marché mais dans des accords internationaux ambitieux et juridiquement contraignants.

L'approche du groupe GUE/NGL face au changement climatique est fondée sur le principe des responsabilités historiques communes mais différenciées.

Nous sommes convaincus de la nécessité de mettre en place un fonds d'adaptation exclusivement consacré à la lutte contre le changement climatique dans le cadre d'un mécanisme financier géré de manière souveraine, transparente et équitable pour tous les États. Ce fonds devrait déterminer les répercussions et les coûts du changement climatique, de l'appauvrissement de la biodiversité et de la pollution dans les pays en développement. Il devrait également comprendre un mécanisme de compensation pour les dommages actuels et futurs, ainsi que pour les pertes d'opportunités résultant d'événements climatiques sans cesse plus extrêmes. La compensation doit être directe et venir en sus des financements promis aux pays en développement.



Les membres du groupe GUE/NGL de la commission du développement du parlement européen



Stelios Kouloglou
vice-président



Lola Sánchez Caldentey
membre (C)



Sabine Lösing
suppléante



Marina Albiol
suppléante

Pour en savoir plus sur les informations contenues dans cette brochure, veuillez contacter: Kerstin Eekman: kerstin.eekman@ep.europa.eu

Le groupe GUE/NGL au
Parlement européen est
constitué de 52 députés issus
de 14 pays, qui s'engagent pour
la paix, la solidarité, la justice
sociale, l'égalité, la démocratie et
les droits humains, en Europe et
au-delà.

Gauche Unitaire Européenne • Gauche Verte Nordique

GRUPE PARLEMENTAIRE EUROPÉEN



GUE/NGL
www.guengl.eu

Produit par l'unité communication du groupe GUE/NGL
GUENGL-Communications@europarl.europa.eu
Photos: DG ECHO & IRIN
Conception: Charli Aron
© GUE/NGL - Bruxelles 2015

Groupe de la Gauche unitaire européenne/
Gauche verte nordique
Parlement européen
Rue Wiertz 43
1047 Bruxelles
T +32-(0)228-42683